

## **Prescriptions cantonales sur les thèmes «vélo» et «mobilité douce»**

**Expertise juridique mandatée par PRO VELO Suisse**

BERNHARD WALDMANN (direction générale)  
(Prof. Dr. iur, RA)

ANDRE SPIELMANN  
(MLaw, RA)

Août 2010

# TABLE DES MATIÈRES

PRESCRIPTIONS CANTONALES SUR LES THEMES «VELO» ET «MOBILITE DOUCE» .....	1
TABLE DES MATIÈRES .....	2
§ 1 SITUATION INITIALE, OBJET ET PROCÉDURE .....	1
I. SITUATION INITIALE .....	1
II. OBJET ET PROCEDURE .....	1
§ 3 PLACES DE STATIONNEMENT PUBLIQUES POUR VÉLOS (BIKE-AND-RIDE) .....	5

# § 1 SITUATION INITIALE, OBJET ET PROCÉDURE

## I. Situation initiale

1. PRO VELO Suisse est l'association faîtière de défense des intérêts des cyclistes. Avec ses quelque 28 000 membres et plus de 35 associations régionales réparties dans toute la Suisse, PRO VELO Suisse s'engage pour la qualité de vie des cyclistes, leur sécurité, ainsi que la santé et l'environnement. PRO VELO Suisse fête cette année ses 25 ans. A cette occasion, l'association prévoit d'établir un recueil des dispositions légales cantonales relatives au vélo (p. ex. financement, infrastructures, loi sur les constructions, loi fiscale) afin de le mettre à la disposition des associations régionales dans le sens d'une présentation des bonnes pratiques.

2. En mai 2010, PRO VELO Suisse a demandé à l'Institut du fédéralisme d'établir un recueil des prescriptions légales cantonales portant sur le thème du vélo et de la mobilité douce. Le mandat consiste à élaborer une compilation globale et intersectorielle des dispositions légales cantonales relatives au «vélo» et à la «mobilité douce». Les prescriptions des cantons de Berne, de Fribourg et du Valais doivent figurer dans les deux langues officielles (allemand et français). Les données relatives à la version (date) des prescriptions ainsi que des précisions sur leur genèse doivent si possible être mentionnées.

## II. Objet et procédure

1. Les prescriptions légales cantonales «de lege lata» sur le thème du **vélo** et de la **mobilité douce** constituent l'objet de la présente expertise. L'objectif est d'établir un recueil si possible complet des dispositions légales cantonales de lege lata portant sur le «vélo» et la «mobilité douce». L'objet de la présente expertise étant flou par nature, on ne pourra guère s'attendre à une présentation exhaustive des prescriptions ayant un rapport direct ou indirect avec le vélo et la mobilité douce. La recherche a été effectuée sur la base d'un ensemble de mots-clés potentiellement pertinents. On ne peut donc pas exclure que certaines dispositions qui présentent un lien avec le vélo et la mobilité douce mais auquel aucun mot-clé caractéristique (vélo, piste cyclable, etc.) ne peut être associé ne soient pas prises en considération.

La recherche détaillée est basée sur les mots-clés définis lors de la discussion de mai 2010; ils ont été tirés de la documentation mise à disposition par le mandant. Les mots-clés suivants ont été définis pour la législation germanophone:

- Langsamverkehr
- Fahrrad/Fahrräder, Velo
- E-Bike, Motorfahrrad, Motorfahrräder
- Radweg, Radstreifen, Radroute
- Abstellplätze
- bike-and-ride, park-and-ride

Les mots-clés suivant ont été définis pour la législation francophone:

- mobilité douce

- vélo, bicyclette
- cycliste
- pistes/bandes cyclables
- vélo électrique
- bike-and-ride, park-and-ride
- place de stationnement
- itinéraires de randonnée cycliste
- véhicules à moteur et deux-roues
- cyclomoteurs

Les mots-clés suivants ont été définis pour la législation italophone:

- bicicletta, biciclo, bici
- velocipede
- corsia/pista ciclabile
- bicicletta elettrica
- posieggi, parcheggio
- sentiero
- veicolo a due
- motorino, ciclomotore

**2.** La recherche a été effectuée sur la plateforme en ligne «LexFind» ([www.lexfind.ch](http://www.lexfind.ch)). Le mandat se limitait à la présentation de **dispositions ayant un caractère normatif** et figurant dans le recueil électronique des législations cantonales. Les autres documents présentant un caractère juridique tels que les directives, les concepts, les plans sectoriels et les plans directeurs ne sont en principe pas intégrés dans l'étude<sup>1</sup>. L'analyse des problèmes concrets d'interprétation ne fait pas non plus l'objet du mandat.

**3.** Les bases légales cantonales sur le thème du «vélo» et de la «mobilité douce» sont présentées ci-après dans les chapitres 2 à 11 sous forme de tableaux. Elles sont classées par **thèmes**.

- Le chapitre 2 porte sur les *prescriptions relatives au droit des constructions* en lien avec le vélo et la mobilité douce. Cette catégorie comprend des dispositions sur l'aménagement de places de stationnement pour vélos comme condition préalable à l'octroi d'un permis de construire, des allègements et des exceptions à l'obligation du permis de construire pour les petites constructions telles que des abris pour vélos, ainsi que des dispositions particulières sur les coefficients d'utilisation.
- Le chapitre 3 regroupe les prescriptions cantonales relatives à l'aménagement et à la gestion de *places de stationnement* pour vélos sur l'espace public et près d'infrastructures publiques (p. ex. gares, arrêts de TP).
- Le chapitre 4 est consacré aux *bandes, pistes et itinéraires cyclables*. Sont présentées en premier lieu les dispositions définissant les notions de route, de piste et de bande cyclables, puis les prescriptions relatives à l'établissement et à la planification du ré-

---

<sup>1</sup> Certains documents sans caractère normatif ont été intégrés dès lors qu'ils étaient disponibles sur les sites internet officiels des cantons et qu'aucune disposition légale n'a été trouvée sur le thème dans le canton concerné (par exemple § 4, sous «Bandes et pistes cyclables»). A titre d'exemple, certaines bases juridiques cantonales de ce type ont été intégrées dans d'autres sections spécifiques.

seau, ensuite les dispositions relatives à la construction et à l'entretien de bandes, de pistes et d'itinéraires cyclables et, enfin, les prescriptions relatives au financement de ces infrastructures.

- Le chapitre «*Droit fiscal public*» (§ 5) regroupe plusieurs types de prescriptions: les dispositions (d'exécution) sur l'assurance-responsabilité civile et la vignette vélo, les prescriptions relatives aux taxes en relation avec le vélo, ainsi que la réglementation sur les déductions fiscales en relation avec le vélo.
- Le chapitre 6 traite des *règlements et des mesures relatifs à la circulation* en relation avec le vélo. Sont présentés les règlements sur les restrictions de circulation, les manifestations sportives cyclistes, les amendes d'ordre ainsi que les examens de conduite pour les cyclistes.
- Le chapitre 7 dresse la liste des prescriptions relatives aux *vélos à assistance électrique*.
- Des règlements en lien avec le vélo figurent également dans la *législation relative aux fonctionnaires* (§ 8) ainsi que dans la *législation relative à l'organisation des autorités* (§ 9).
- Les prescriptions en lien avec les *écoles et les installations scolaires* font l'objet d'un chapitre distinct (§ 10). S'y rapportent les règlements sur l'équipement des installations scolaires, les règlements sur les trajets et les transports scolaires, les sorties scolaires et l'enseignement sur les règles de la circulation.
- Le recueil se termine par une compilation de dispositions spéciales (§ 11) qui ne relèvent d'aucune des catégories définies.

**4.** En ce qui concerne la **présentation** des prescriptions, il convient de faire les remarques suivantes:

- Les dispositions légales sont systématiquement citées dans leur version actuelle (état au 1<sup>er</sup> juillet 2010).
- Pour une meilleure compréhension du contenu, il est parfois nécessaire de citer les prescriptions dans leur contexte. Par exemple, si un seul élément d'une prescription se réfère au vélo, il peut se révéler pertinent de citer la prescription entière.
- Il est fait référence à des dispositions fédérales lorsque ces dernières présentent un intérêt particulier.
- Pour les cantons de Berne, du Valais et de Fribourg, les dispositions légales sont citées dans les deux langues officielles.

**5.** En ce qui concerne les données relatives à la date d'entrée en vigueur ainsi qu'à la genèse des prescriptions, il convient de préciser les éléments suivants:

- La date d'entrée en vigueur des prescriptions correspond à celle du texte dans lequel elles s'inscrivent. La précision de détails sur la genèse d'une prescription particulière nécessiterait des recherches approfondies qui dépasseraient le cadre de l'analyse des textes législatifs ainsi que de l'étude du matériel (p. ex. quel parlementaire a proposé quel amendement sur la base de quelles influences au sein de la société?).
- En ce qui concerne les prescriptions introduites dans le cadre d'une révision partielle d'un texte de loi, la date d'entrée en vigueur est précisée dans une note de bas de page.

Des recherches ciblées sur les projets de loi cantonaux soumis au vote ont été effectuées sur la base des mots-clés susmentionnés dans la banque de données du Centre d'études et de

documentation sur la démocratie directe (C2D)<sup>2</sup>. A l'exception d'une initiative législative rejetée par le peuple dans le canton de Bâle-Campagne pour des vignettes vélo gratuites, les 14 résultats obtenus concernaient tous des référendums relatifs à des décisions d'octroi de crédits pour l'aménagement ou l'entretien de bandes et de pistes cyclables. Ces informations présentant un intérêt limité pour le mandant, il a été décidé de ne pas les faire figurer dans le présent recueil.

---

<sup>2</sup> <[http://www.c2d.ch/inner.php?table=dd\\_db](http://www.c2d.ch/inner.php?table=dd_db)> (consulté le 20 août 2010).

## § 3 PLACES DE STATIONNEMENT PUBLIQUES POUR VÉLOS (BIKE-AND-RIDE)

### Prescriptions de droit fédéral

Il n'existe aucune prescription de droit fédéral qui soumettrait les cantons à l'obligation de promouvoir d'une quelconque manière l'aménagement de places de stationnement publiques.

Dans le droit cantonal, il existe des prescriptions relatives à l'aménagement et à la gestion de places de stationnement pour vélos sur l'espace public et près d'infrastructures publiques (en particulier les gares, les arrêts de TP et autres institutions publiques).

### AG

Gesetz über Raumentwicklung und Bauwesen vom 19. Januar 1993 (Baugesetz, BauG; 713.100)

§ 169 – Übergangsrecht

(...)

<sup>4</sup> Die nach bisherigem Recht festgelegte Pflicht, sich an der Finanzierung künftig zu erstellender Gemeinschaftsanlagen oder öffentlicher Abstellplätze zu beteiligen, wird von den Gemeinden in eine Ersatzabgabe umgewandelt. Beteiligungspflichten, die vor mehr als 25 Jahren rechtskräftig festgesetzt worden sind, gelten als erloschen.

### AR

Gesetz über die Förderung des öffentlichen Verkehrs vom 28. April 1991 (bGS 760.1)

Art. 2 – Grundsätze

Der Kanton und die Gemeinden fördern unter volks- und betriebswirtschaftlichen sowie raumplanerischen Gesichtspunkten den öffentlichen Verkehr nach folgenden Grundsätzen:

(...)

e) die Nahtstellen zwischen dem öffentlichen und dem privaten Verkehr sind zu verbessern;

(...)

II. Förderungsmassnahmen

Art. 6 – Arten

Der öffentliche Verkehr wird unter Berücksichtigung der Kundenbedürfnisse namentlich gefördert durch

- a) technische Massnahmen,
- b) betriebliche Massnahmen,
- c) kommerzielle Massnahmen.

#### Art. 7 – Technische Massnahmen

Technische Massnahmen sind insbesondere:

- a) Bauten, Anlagen und Verkehrseinrichtungen, welche die Verkehrsbedienung, die Verkehrssicherheit und die Attraktivität erheblich verbessern,
- b) Private Anschlussgeleise und weitere Einrichtungen des schienengebundenen Güterumschlages,
- c) Zweckgerichtete Parkplätze und Velounterstände an Bahnhöfen und Haltestellen,
- d) Beschaffen von Fahrzeugen.

#### Art. 12 – Vereinbarungen

<sup>1</sup> Neue Förderungsmassnahmen werden schriftlich vereinbart.

<sup>2</sup> Die betroffenen Gemeinden wirken mit.

<sup>3</sup> Kantons- und Gemeindebeiträge können mit Auflagen und Bedingungen verknüpft werden.

#### III. Kantons- und Gemeindebeiträge

##### Art. 13 – Kostentragung

<sup>1</sup> Der Kanton und die Gemeinden übernehmen die nicht anderweitig gedeckten Kosten der Förderungsmassnahmen gemeinsam.

<sup>2</sup> Die Kantons- und Gemeindebeiträge bestehen insbesondere in

- a) Beteiligungen am Eigenkapital,
- b) Beiträgen à fonds perdu,
- c) Darlehen.

<sup>3</sup> Sie dienen insbesondere der Finanzierung von Investitionen, der Abgeltung von gemeinwirtschaftlichen Leistungen sowie der Deckung von Betriebsfehlbeträgen.

Verordnung zum Gesetz über die Förderung des öffentlichen Verkehrs vom 12. Dezember 1991 (V GöV; bGS 760.11)

#### Art. 3 – Nahtstellen zwischen öffentlichem und privatem Verkehr

(Art. 2 lit. e GöV)

Zu den Nahtstellen zwischen dem öffentlichen und privaten Verkehr im Sinne von Art. 2 lit. e gehören namentlich: Bahnhofvorfahrten, Bahnhofparkplätze, Park-and-Ride-Anlagen sowie Veloabstellanlagen an Bahnhöfen und Haltestellen.

## BL

Umweltschutzgesetz Basel-Landschaft vom 27. Februar 1991 (USG BL; SGS Nr. 780)

#### § 18 – Parkplätze für öffentlichen Gebrauch

<sup>1</sup> Der Kanton und die Gemeinden sorgen dafür, dass an geeigneten Orten, insbesondere bei Verwaltungsgebäuden, Schulen und Haltestellen öffentlicher Verkehrsmittel, eine angemessene Anzahl gedeckter Veloabstellplätze eingerichtet werden.

<sup>2</sup> Sie sorgen dafür, dass in der Nähe von dazu geeigneten Haltestellen öffentlicher Verkehrsmittel Parkplätze für das Park-and-ride-System erstellt werden.

Dekret über das Angebot im öffentlichen Personennahverkehr vom 17. Mai 1990 (Angebotsdekret; SGS 483.1)

#### § 8 – Nicht erschlossene Siedlungsgebiete

In nicht erschlossenen Siedlungsgebieten können an geeigneten Haltepunkten des öffentlichen



Verkehrs reservierte Park- und Veloabstellplätze bereitgestellt werden. Die Hilfe zur Selbsthilfe ist zu fördern.

## BS

Umweltschutzgesetz Basel-Stadt vom 13. März 1991 (USG BS; SG 780.100)

§ 16. – Ruhender privater Motorfahrzeugverkehr, Parkplätze auf öffentlichem Grund

<sup>1</sup> Der Kanton und die Landgemeinden sorgen dafür, dass an geeigneten Orten, insbesondere bei Verwaltungsgebäuden, Schulen und Haltestellen öffentlicher Verkehrsmittel, eine angemessene Anzahl wenn möglich gedeckter Veloabstellplätze eingerichtet werden.

(...)

<sup>3</sup> Die Beachtung von Parkverboten ist durch bauliche Massnahmen zu unterstützen, soweit dadurch:

a) Fussgängerinnen, Fussgänger, Radfahrerinnen und Radfahrer nicht behindert werden;

(...)

<sup>4</sup> Die zuständigen Behörden sorgen dafür, dass die betroffene Bevölkerung bei der Planung solcher Massnahmen in geeigneter Weise mitwirken kann.

Verordnung über den Brandschutz vom 21. Dezember 2004 (BrandschutzV; SGS 735.200)

§ 1. – Zuständigkeit

<sup>1</sup> Die Gebäudeversicherung des Kantons Basel-Stadt ist unter dem Vorbehalt abweichender Bestimmungen für den Vollzug der Brandschutzvorschriften zuständig. Die Abteilung Feuerpolizei der Gebäudeversicherung Basel-Stadt (nachfolgend Feuerpolizei genannt) ordnet die nach dem Stand der Brandschutztechnik nötigen baulichen, technischen und betrieblichen Massnahmen zum Schutze von Personen und Sachen vor den Gefahren von Bränden und Explosionen an.

<sup>2</sup> In den Zuständigkeitsbereich der Feuerpolizei fallen:

– die Beratung von Bauherrschaften, Architektinnen und Architekten sowie Fachplanerinnen und Fachplanern und der Feuerwehren;

– das Festsetzen der Brandschutzauflagen im Baubewilligungsverfahren für folgende Bauten und Anlagen:

(...)

f) Parkhäuser, Tiefgaragen und Einstellräume für Motorfahrzeuge mit einer Grundfläche von mehr als 150 m<sup>2</sup>, öffentliche Einstellräume für Zweiräder;

## BE

Strassengesetz vom 4. Juni 2008 (SG; BSG 732.11)

Art. 61 – Beiträge an Park-and-ride-Anlagen

<sup>1</sup> Der Kanton leistet Beiträge an Investitionen in Park-and-ride- und in Bike-and-ride-Anlagen. Die Anlage muss Gegenstand des Strassennetzplans sein.

<sup>2</sup> Der Beitrag beträgt 40 Prozent der Kosten.

<sup>3</sup> Handelt es sich um eine Anlage eines vom Bund mitfinanzierten Agglomerationsprogramms, gilt

Artikel 62 Absatz 2.

Art. 62 – Beiträge an Verkehrsinfrastrukturen in Agglomerationen

<sup>1</sup> Der Kanton leistet Beiträge an Verkehrsinfrastrukturen in Städten und Agglomerationen, für die der Bund Beiträge ausrichtet.

<sup>2</sup> Die Beiträge betragen höchstens 50 Prozent der vom Bund nicht gedeckten anrechenbaren Kosten.

Strassenverordnung vom 29. Oktober 2008 (SV; BSG 732.111.1)

Art. 38 – Beiträge an Park-and-ride- sowie Bike-and-ride- Anlagen

<sup>1</sup> Der Strassennetzplan zeigt zunächst die groben Standorte und Bedürfnisse als Vororientierung und danach aufgrund des Projekts die förderungswürdigen Dimensionen und Merkmale einer Park-and-ride- oder einer Bike-and-ride-Anlage als Festsetzung.

<sup>2</sup> Beiträge werden ausgerichtet an die Investitionen für im Strassennetzplan festgelegte Park-and-ride- und Bike-and-ride-Anlagen folgender Trägerinnen und Träger:

a. von Gemeinden,

b. von Transportunternehmungen, die nach der Gesetzgebung über den öffentlichen Verkehr abgeltungsberechtigt sind,

c. von gemischtwirtschaftlichen Unternehmungen, die mit Leistungsauftrag arbeiten,

d. von Privaten, die mit Leistungsauftrag arbeiten.

<sup>3</sup> Anrechenbar sind die reinen Baukosten sowie die Kosten für Betriebseinrichtungen, sofern die Anlage hauptsächlich der kombinierten Mobilität dient.

---

Loi sur les routes du 4 juin 2008 (LR; RSB 732.11)

Art. 61 – Subventions aux installations de type park-and-ride

<sup>1</sup> Le canton subventionne les investissements destinés à des installations de type park-and-ride et bike-and-ride. L'installation doit figurer dans le plan du réseau routier.

<sup>2</sup> La subvention s'élève à 40 pour cent des coûts.

<sup>3</sup> L'article 62, alinéa 2 s'applique s'il s'agit d'une installation d'un projet d'agglomération cofinancé par la Confédération.

Art. 62 – Contributions aux infrastructures de transport dans les agglomérations

<sup>1</sup> Le canton subventionne dans les villes et agglomérations des infrastructures de transport auxquelles la Confédération alloue des contributions.

<sup>2</sup> Les subventions s'élèvent au maximum à 50 pour cent des coûts imputables non couverts par la Confédération.

Ordonnance sur les routes du 29 octobre 2008 (OR; RSB 732.111.1)

Art. 38 – Subventions aux installations de type park-and-ride et bike-and-ride

1 Le plan du réseau routier définit dans un premier temps les emplacements et besoins approximatifs à titre d'information préalable; il fixe ultérieurement, sur la base du projet, les dimensions et caractéristiques de l'installation de type park-and-ride ou bike-and-ride justifiant des subventions

2 Les subventions sont allouées pour les investissements dans les installations de type park-and-ride et bike-and-ride prévues dans le plan du réseau routier, qui sont consentis par a les communes,

b les entreprises de transports ayant droit à des indemnités en vertu de la législation sur les transports publics,  
c les entreprises semi-publiques qui opèrent dans le cadre d'un mandat de prestations,  
d les particuliers qui opèrent dans le cadre d'un mandat de prestations.  
3 Les coûts imputables comprennent les coûts de construction au sens strict et ceux des équipements d'exploitation, dans la mesure où l'installation sert principalement à la mobilité combinée.

**FR**

Verkehrsgesetz vom 20. September 1994 (SGF 780.1)

**Art. 30 – Grundsätze**

<sup>1</sup> Die Kosten der Investitionen und des Transportbetriebs werden von den Verkehrsbetrieben des Bundes oder den konzessionierten Transportunternehmen (Transportunternehmen), den Regionalverbunden oder den Gemeinden getragen.

<sup>2</sup> Die Beiträge an die Investitionskosten und zur Unterstützung des Betriebs der Transportunternehmen werden gemäss dem Eisenbahngesetz gewährt.

<sup>3</sup> Der Staat kann den Transportunternehmen, den Regionalverbunden oder den Gemeinden einen Beitrag gewähren, um die öffentlichen Dienstleistungen im Sinne dieses Gesetzes sicherzustellen und namentlich ein Leistungsangebot der öffentlichen Verkehrsmittel, das den wirtschaftlichen und sozialpolitischen Belangen genügt, bereitzustellen.

**Art. 31 – Gegenstand**

Der Beitrag kann gewährt werden:

a) für Investitionen;  
(...)

**Art. 32 – Formen**

Der Beitrag wird in folgenden Formen gewährt:

a) bedingt rückzahlbare Beiträge;  
b) zinslose oder zinsgünstige Darlehen;  
c) Kapitalbeteiligung gegen Abgabe von Aktien oder Anteilscheinen;  
d) Bürgschaft für Anleihen;  
e) Beiträge à fonds perdu.

**Art. 35 – Investitionen**

Als Investitionen (Neu- und Ersatzinvestitionen) gelten vor allem:

(...)

f) der Bau regionaler Parkplätze und das Anlegen von Abstellfeldern für Fahrräder und Mofas bei Bahnhöfen sowie andere Verbindungsanlagen zwischen den öffentlichen Verkehrsmitteln und dem Individualverkehr, sofern diese Anlagen Teil einer Gesamtverkehrskonzeption sind;

(...)

---

Loi du 20 septembre 1994 sur les transports RPBR (RGF 780.1)

**Art. 30 – Principes**

<sup>1</sup> Les investissements et l'exploitation en matière de transports sont à la charge des entreprises de transports de la Confédération ou concessionnaires (ci-après : les entreprises de transports), des communautés régionales ou des communes.

<sup>2</sup> Les contributions financières pour l'aide aux investissements et à l'exploitation des entreprises de transports sont octroyées conformément à la loi fédérale sur les chemins de fer.

<sup>3</sup> L'Etat peut accorder aux entreprises de transports, aux communautés régionales ou aux communes une contribution financière destinée à garantir les prestations de service public conformément aux buts de la présente loi, notamment une offre de prestations de transports publics tenant compte de l'économie et de la politique sociale.

#### Art. 31 – Objets

La contribution financière peut être accordée pour les objets suivants :

a) les investissements ;

(...)

#### Art. 32 – Formes

La contribution financière est accordée sous les formes suivantes :

a) subventions conditionnellement remboursables ;

b) prêts sans intérêt ou à intérêt réduit ;

c) participations au capital contre remise d'actions ou de parts sociales ;

d) garantie d'emprunts ;

e) contributions à fonds perdu.

#### Art. 35 – Investissements

Sont considérés comme des investissements (de remplacement ou de développement) en particulier :

(...)

f) la construction de parcs de stationnement régionaux et l'aménagement de places de stationnement pour cycles et cyclomoteurs aux abords des gares de chemin de fer et d'autres installations de jonction entre les transports publics et les transports individuels, à condition que ces installations s'inscrivent dans une conception globale des transports ;

(...)

## GE

### Règlement concernant les garages publics souterrains de l'Etat de Genève du 4 mai 1983 (RGPS ; RSG H 1 15.03)

#### Art. 1 – Champ d'application

<sup>1</sup> Sont soumis au présent règlement les garages souterrains de l'Etat de Genève destinés au parage des voitures automobiles légères et ouverts au public.

<sup>2</sup> Il appartient au Conseil d'Etat de désigner par arrêté les garages publics souterrains soumis au présent règlement.

<sup>3</sup> Les chaussées (voies d'accès, voies de circulation et cases) des garages publics souterrains sont assimilées au domaine public, dans la partie mise à disposition du public.

<sup>4</sup> Les cycles, cyclomoteurs et motocycles sont autorisés à stationner, exclusivement à l'emplacement prévu à cet effet au premier sous-sol des garages.

#### Art. 2 – Taxes de stationnement

<sup>1</sup> Le parage des voitures automobiles légères est autorisé moyennant paiement de taxes.

<sup>2</sup> Il n'est perçu aucune taxe pour le stationnement des cycles, cyclomoteurs et motocycles.

## GL

### Gesetz über den öffentlichen Verkehr vom 5. Mai 1996 (öV-Gesetz; VII D/6/1)

#### Art. 5 – Finanzhilfen

<sup>1</sup> Die vom Bund nicht gedeckten Kosten für technische Verbesserungen gemäss Artikel 56 EBG, wie das Erstellen, Ergänzen oder Aendern von Anlagen und Einrichtungen, Anschaffungen von Fahrzeugen, Massnahmen zugunsten Behinderter, werden den Transportunternehmungen durch Finanzhilfen des Kantons und der Gemeinden abgegolten. Transportunternehmungen oder Dritten (z.B. Gemeinden, Industriebetrieben) können für weitere Investitionen, wie das Erstellen von Parkplätzen an Bahnhöfen, Haltestellen und Anschlussgleisen, Finanzhilfen gewährt werden.

<sup>2</sup> Die Finanzhilfen des Kantons und der Gemeinden können in Form von Beiträgen, Darlehen, Kapitalbeteiligung oder Bürgschaften erfolgen.

#### Art. 6 – Zuständigkeit

<sup>1</sup> Ueber die Form und Höhe der Finanzhilfe entscheidet die im Rahmen der Ausgabenbefugnis nach Kantonsverfassung zuständige Behörde.

<sup>2</sup> Vor der Beschlussfassung sind die Gemeinden anzuhören.

## GR

### Gesetz über den öffentlichen Verkehr im Kanton Graubünden (GöV; BR 872.100)

#### Art. 19 – Massnahmen

Folgende Massnahmen zur Förderung des öffentlichen Personen- und Güterverkehrs können unterstützt werden:

(...)

d) Bau von Parkplätzen bei Bahnhöfen von öffentlichen Verkehrsmitteln;

(...)

### Verordnung über den öffentlichen Verkehr (VöV; BR 872.150)

#### III. Kantonsbeiträge an den Bau von Park-and-ride-Anlagen und Anschlussgleisen

##### Art. 8<sup>3</sup> – Anrechenbare Kosten

<sup>1</sup> Anrechenbar sind die Kosten der für die Benutzerinnen und Benutzer der öffentlichen Verkehrsmittel bestimmten Parkplätze. Sie umfassen in der Regel die Kosten für den Landerwerb, die Projektierung, die Erschliessung und die Erstellung der Parkplätze sowie die Kosten der Einrichtungen für die Parkzeitkontrolle und Gebührenerhebung.

##### Art. 8a – Betriebsreglement und Rückerstattung der Beiträge

<sup>1</sup> Die Betriebsinhaberinnen und Betriebsinhaber erlassen für die Benützung der Park-and-ride-Anlagen Betriebsreglemente, die dem zuständigen Departement zur Kenntnis zu bringen sind. Sie sorgen namentlich dafür, dass die für die Benützung der öffentlichen Verkehrsmittel bestimmten Parkplätze nicht von Unbefugten belegt werden.

<sup>2</sup> Bei zweckwidriger Nutzung von Park-and-ride-Anlagen wird die Rückerstattung des gewährten Kantonsbeitrages unverzüglich fällig.

<sup>3</sup> Fassung gemäss RB vom 14. November 2000.

## LU

Im Kanton Luzern existieren keine expliziten gesetzlichen Bestimmungen zu Fahrradabstellplätzen bei öffentlichen Einrichtungen. Hingegen besteht ein *Konzept zu Park- and Ride-Anlagen für Motorfahrzeuge und Fahrräder*, das vom vom Regierungsrat am 11. November 2003 genehmigt wurde<sup>4</sup>.

## SG

Gesetz zur Förderung des öffentlichen Verkehrs vom 25. September 1988 (sGS 710.5)

### Art. 2. – Grundsatz

<sup>1</sup> Staat und politische Gemeinden fördern durch Vereinbarungen den öffentlichen Agglomerations- und Regionalverkehr sowie den Ortsverkehr mit regionaler Bedeutung.<sup>5</sup>

<sup>2</sup> Die politischen Gemeinden sorgen für leichten Zugang zu Bahnhöfen und Haltestellen sowie bei Bedarf für Abstellplätze für Zweiräder.

### II. Förderungsmassnahmen

#### Art. 7. – Arten

<sup>1</sup> Der öffentliche Verkehr wird gefördert durch:

- a) technische Massnahmen;
- (...)

#### Art. 8. – Technische Massnahmen

<sup>1</sup> Technische Massnahmen sind insbesondere:

- a) Bauten, Anlagen und Verkehrseinrichtungen, welche die Verkehrsbedienung erheblich verbessern;
- b) erstmalige Beschaffung von Fahrzeugen, die für betriebliche Massnahmen des Agglomerations- und Regionalverkehrs im Sinn dieses Gesetzes erforderlich sind;
- (...)

#### Art. 13. – Anrechenbare Kosten

<sup>1</sup> Anrechenbare Kosten sind:

- a) für technische Massnahmen: Kosten für Landerwerb, Projektierung und Bau sowie für die erstmalige Beschaffung von Fahrzeugen nach Art. 8 lit. b dieses Gesetzes nach Abzug einer zumutbaren Eigenleistung des Beitragsempfängers und von Leistungen des Bundes oder Dritter.<sup>6</sup>

## SZ

Gesetz über die Förderung des öffentlichen Verkehrs vom 26. November 1987 (SRSZ 781.100)

<sup>4</sup> Der entsprechende Bericht des Verkehrs- und Tiefbauamts des Kantons Luzern ist einsehbar unter: <<http://www.vif.lu.ch/bericht.pdf>> (besucht am 20. August 2010).

<sup>5</sup> Fassung gemäss III. NG.

<sup>6</sup> Zweiter Satz aufgehoben durch III. NG.

§ 7 – Flankierende Massnahmen

<sup>1</sup> Die Gemeinden sorgen für die gute Erreichbarkeit der Bahnhöfe und Haltestellen. Sie können sich an der Erschliessung von Gewerbe- und Industriezonen mit Anschlussgleisen und an Parkierungsanlagen für Benützer der öffentlichen Verkehrsmittel beteiligen.

<sup>2</sup> Der Bau von Bushaltestellen geht zulasten der Strasseneigentümer.

**SO**

Strassengesetz vom 24. September 2000 (BGS 725.11)

§ 11. – Grundsatz

(...)

<sup>2</sup> Der Bau öffentlicher Abstellplätze für Motorfahrzeuge und Fahrräder ist Sache der Gemeinde.

(...)

Gesetz über den öffentlichen Verkehr vom 27. September 1992 (ÖV-Gesetz; BGS 732.1)

§ 7. – Investitionsbeiträge, Darlehen

(...)

<sup>3</sup> Der Kanton kann überdies Investitionsbeiträge leisten an die verkehrsmässige Erschliessung übergeordneter Knotenpunkte des öffentlichen Verkehrs sowie an Busbahnhöfe, Parkplätze und Zweiradabstellplätze bei Bahnhöfen und Haltestellen des öffentlichen Verkehrs.

§ 9. Leistungen des Kantons

(...)

<sup>5</sup> Die Investitionsbeiträge des Kantons nach § 7 Absätze 2 und 3 werden aus dem Ertrag der Steuern und Gebühren für Motorfahrzeuge und Fahrräder finanziert.

**TI**

Legge sui trasporti pubblici del 6 dicembre 1994 (RL 7.4.1.1)

Art. 29 – Modalità di finanziamento

<sup>1</sup> Il Cantone contribuisce al finanziamento dell'offerta di trasporto pubblico per le linee d'importanza cantonale e richiede la partecipazione dei Comuni.

<sup>2</sup> Tutti i Comuni del Cantone partecipano al finanziamento del costo non coperto delle spese di gestione delle linee regionali secondo le normative federali, delle linee che servono località periferiche o servizi centrali e delle linee transfrontaliere.

<sup>3</sup> I Comuni serviti dalle linee urbane d'importanza cantonale e dalle linee che servono i posteggi di corrispondenza per utenti proveniente prevalentemente dall'esterno (Park and Ride) partecipano al finanziamento del costo non coperto delle spese di gestione.

<sup>4</sup> Nel caso di investimenti per opere del sistema ferroviario regionale di cui beneficiano più regioni del Cantone, i Comuni possono essere esonerati dal versamento di contributi.

<sup>5</sup> L'impegno finanziario per gli aiuti di cui al cpv. 1 è determinato ogni 4 anni dal Gran Consiglio all'inizio della legislatura.

<sup>6</sup> Il Consiglio di Stato determina annualmente, tenuto conto del credito quadriennale concesso ai sensi del cpv. 5, il contributo versato per il finanziamento dell'offerta di trasporto pubblico.

## TG

Gesetz über die Förderung des öffentlichen Verkehrs vom 21. September 1988 (RB 742.1)

### § 6 – Investitionsbeiträge des Kantons

<sup>1</sup> Der Kanton kann Investitionsbeiträge an Infrastrukturaufwendungen für den regionalen Personenverkehr leisten.

<sup>2</sup> Er kann Beiträge an Parkieranlagen für Velos, Mofas, Motorräder oder Autos bei den Übergangsstellen zwischen öffentlichem und privatem Verkehr ausrichten.

<sup>3</sup> Sofern ein vorrangiges kantonales Interesse besteht, kann er auch Investitionsbeiträge für den Personenfernverkehr, den Güterverkehr oder den touristischen Verkehr gewähren.

## ZG

Gesetz über den öffentlichen Verkehr vom 22. Februar 2007 (BGS 751.31)

### § 8 – Parkierungsmöglichkeiten

An die Kosten der Errichtung und des Betriebs von Parkieranlagen, die dem Umsteigen auf die öffentlichen Verkehrsmittel dienen, kann der Kanton nach Abzug der Beiträge Dritter, je nach regionaler Bedeutung, Beiträge bis zu 50 % gewähren.

Im Kanton Zug besteht zudem ein Konzept für Park- und Rideanlagen. Gemäss dem entsprechenden Bericht stehen im Jahr 2010 Mit der Realisierung des Park- and Ride-Konzeptes stehen im Jahr 2010 rund 2'350 Veloabstellplätze bei öffentlichen Einrichtungen zur Verfügung.

## ZH

Gesetz über den öffentlichen Personenverkehr vom 6. März 1988 (PVG; LS 740.1)

### § 5. – Parkieranlagen

<sup>1</sup> Der Kanton kann die in den regionalen Verkehrsplänen festgelegten Parkieranlagen sowie Veloabstellplätze von regionaler Bedeutung erstellen, sofern sie den Benützern der öffentlichen Verkehrsmittel vorbehalten sind. Die Gemeinden sind rechtzeitig anzuhören. Dritte können sich an Bau und Betrieb beteiligen.

<sup>2</sup> Werden die Anlagen von Gemeinden oder Transportunternehmer erstellt, kann der Kanton Beiträge gewähren.

Verordnung über das Angebot im öffentlichen Personenverkehr vom 14. Dezember 1988 (Angebotsverordnung; LS 740.3)

### § 4. – Erschliessung, a. Grundsatz

<sup>1</sup> Zusammenhängende, überbaute Siedlungsgebiete mit mindestens 300 Einwohnern, Arbeits- und Ausbildungsplätzen werden mit mindestens einer Haltestelle erschlossen. Noch nicht überbauten Bauzonen wird Rechnung getragen.

<sup>2</sup> Der Wert gemäss Absatz 1 kann unterschritten werden, wenn ein Siedlungsgebiet mit geringem Aufwand erschlossen werden kann, wenn mehrere Siedlungsgebiete zusammen mit einem vertretbaren Aufwand erschlossen werden können oder wenn die zu erwartende Nachfrage die Er-



schliessung rechtfertigt.

<sup>3</sup> Die Siedlungsgebiete gelten als durch den öffentlichen Verkehr erschlossen, wenn die Luftlinienentfernungen zu einer Haltestelle, unter Vorbehalt besonderer topographischer Verhältnisse, folgende Werte nicht übersteigen:

a. 400 Meter im Einzugsbereich der Haltestellen von Linien, die der Feinerschliessung dienen,

b. 750 Meter im Einzugsbereich der Haltestellen von Linien, die der Groberschliessung dienen.

<sup>4</sup> Sind die Voraussetzungen für die Erschliessung eines Siedlungsgebietes mit dem öffentlichen Verkehr nicht erfüllt, ist an den geeigneten Haltestellen in der Region eine angemessene Zahl von Parkierungs- und Veloabstellplätzen bereitzustellen.

Allgemeine Hausordnung der Universität Zürich vom 25. Februar 2010 (LS 415.111.411)

#### § 1. – Geltungsbereich

<sup>1</sup> Die allgemeine Hausordnung der Universität Zürich gilt für sämtliche Gebäude und das gesamte Areal der Universität Zürich.

<sup>2</sup> Für die einzelnen Gebäude und Areale der Universität können zudem Hausordnungen oder andere Bestimmungen erlassen werden, die in Ergänzung zur allgemeinen Hausordnung weitere Vorschriften enthalten. Dabei sind die in der vorliegenden allgemeinen Hausordnung enthaltenen Grundsätze zu beachten.

#### § 6. – Verbote

(...)

d. das Mitführen oder Abstellen von Fahrrädern,

(...)